

SOUTIEN AUX SALARIÉS DE L'AIA

SALARIÉS EN LUTTE À L'AIA DE BORDEAUX

Les salariés de l'AIA de Bordeaux et des établissements de la Défense Nationale sont en mouvement pour défendre leur statut et leur bordereau de salaires.

Le parti communiste soutient cette lutte. Il s'agit d'une nouvelle attaque du gouvernement contre les statuts d'ouvriers d'État comme il le fait à la SNCF, à EDF, chez les fonctionnaires. Le but étant de déstabiliser durablement tous repères sociaux, permettant ainsi de poursuivre les privatisations et la multiplication des emplois instables. Tout cela s'inscrit sur fond de loi EL Khomri.

Les travailleurs de l'État connaissent depuis de nombreuses années le démantèlement de leurs différents établissements pour permettre aux entreprises privées (sous prétexte d'économies budgétaires) de s'approprier les bénéfices réalisés sur les fabrications et ventes d'armements et pourquoi pas la maintenance.

C'EST UN CHOIX POLITIQUE

Le gouvernement de François Hollande est donc bien en mesure d'intervenir et de décider sur l'avenir des entreprises d'État. Qu'il le fasse sous pression des entreprises privées ou par conviction politique, le résultat est le même : il s'agit d'un choix politique. « *L'État ne peut pas rien* »

C'est bien tout l'enjeu des choix faits depuis 5 ans par ce gouvernement. Que ce soit sur les salaires, l'emploi, l'école, la santé, les services publics en général.

C'est le choix d'une politique délibérément tournée vers les intérêts financiers.

La droite avec F. Fillon vient d'annoncer sans retenue ses objectifs : 500 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique.

Face à cela, il ne suffira pas que les ministres et députés socialistes s'agitent à l'Assemblée en criant

au scandale, tout en étant d'accord avec la politique de F. Hollande.

La lutte des travailleurs de l'État s'inscrit dans un mouvement beaucoup plus large en France qui s'inscrit dans un profond mécontentement qui rejette les politiques actuelles et tous ceux qui la mettent en œuvre.

CONSTRUIRE UN LARGE RASSEMBLEMENT POUR CHANGER DE POLITIQUE

Aujourd'hui, le gouvernement peut reculer. Tout dépend des mobilisations sociales, des courants d'opinion qui peuvent se développer et se rassembler pour développer le service public, les statuts, le rôle indispensable des fonctionnaires qu'ils soient de la Santé, de la Poste, des Territoires en général.

Dans les semaines et les mois qui viennent, c'est la Présidentielle qui prend le dessus comme un rouleau compresseur ; élection conçue et organisée pour exclure les forces sociales du débat démocratique nécessaire.

Les communistes soutiennent les salariés dans leur action. Ils poursuivent ce débat au plan politique en portant à l'Assemblée Nationale des propositions.

DE QUELS DÉPUTÉS LES SALARIÉS ONT-ILS BESOIN ?

C'est tout l'enjeu des semaines qui viennent. Construire un large rassemblement permettant à la gauche de transformation sociale d'être présente au 2^e tour des élections présidentielles, et de porter à l'Assemblée Nationale un grand nombre de députés porteurs de propositions mettant directement en cause les choix actuels, et construisant une politique répondant aux intérêts des salariés et des citoyens.

Au verso, le communiqué envoyé à la presse.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Depuis plusieurs jours les salariés de l'AIA, entreprise d'État du ministère de la défense, d'État spécialisée dans la maintenance aéronautique et notamment des moteurs, ont engagé un mouvement de grève pour le maintien de leur statut d'ouvrier d'Etat.

Le gouvernement voudrait faire de ces salariés des fonctionnaires dans un moment où les organisations syndicales dénoncent comme dans beaucoup de secteurs de la fonction publique le recours à des contrats de droit privé. Nous assistons depuis plusieurs années à une remise en cause des droits et acquis sociaux de ces ouvriers hautement qualifiés au travers de la remise en cause de leur statut dans un secteur stratégique très important de notre économie.

La fédération de Gironde du PCF apporte son soutien aux salariés de l'AIA située à Floirac.

Une régression du statut des travailleurs de la défense nuit à l'activité économique et industrielle dans un secteur de la plus haute importance sur le plan de la défense nationale.

On voit là les conséquences des politiques d'austérité dans tous les champs d'intervention de l'État. C'est la recherche d'économies budgétaires qui conduit à l'affaiblissement du statut de salariés qui représentent un fleuron de notre industrie. C'est même avec le recours de plus en plus important à des contrats de droit privé, le risque d'une externalisation à terme de la maintenance aéronautique militaire. Cela conduirait à une perte de maîtrise technique et opérationnelle dans ce secteur nécessitant la formation permanente et la garantie d'un statut protégeant ces ouvriers.



Fédération de la Gironde et Fédération du Puy de Dôme